

Rompre avec le dialogue social, lutter et bâtir une issue favorable aux intérêts des travailleurs,

Depuis une semaine, la menace de crise politique revient au premier plan dans le cadre de l'examen du budget. Michel Barnier a pu former une fragile coalition macroniste-LR avec le soutien du RN. L'extrême-droite menace désormais de le censurer⁽¹⁾. L'Assemblée Nationale montre les divisions et le spectacle chaotique des débats sur le budget mais Barnier peut s'appuyer sur les mécanismes antidémocratiques du régime (Sénat, Commissions mixtes paritaires, article 49-3) pour passer son budget. Il cherche à donner quelques miettes aux syndicats pour les maintenir dans le dialogue social. Il est à la merci des stratégies des forces politiques qui l'appuient, à commencer par le RN. Le choix de Barnier, imposer le 49-3 le plus tard possible rappelle les fragilités de l'exécutif. La défiance vis-à-vis de la classe politique s'accroît⁽²⁾ et la colère prend de l'ampleur⁽³⁾.

Négocier ou censurer ?

Lundi Michel Barnier a rencontré les présidents des groupes d'opposition. Le Pen à la sortie de son rendez-vous a rappelé les concessions qu'elle exige du gouvernement. Parmi celles-ci, un recul partiel sur l'augmentation du prix de l'électricité ou encore une revalorisation des pensions retraite. Elle se donne un côté "peuple", mais négocie de fait l'austérité et montre son alignement sur les orientations patronales. Dans *le Figaro* Jordan Bardella envoie « *un bon signal aux investisseurs* » du monde entier et dénonçant les « *imprécations complotistes contre « les riches »* ». Il appelle à « *déverrouiller les contraintes qui pèsent sur la croissance, moderniser notre économie, retrouver le chemin de la puissance productive* », défendant la nécessité de réformes structurelles pour faire face au déficit, déplorant « *que le débat budgétaire actuel se focalise quasi exclusivement sur l'augmentation et la création de taxe.* »

Le RN : porte parole et défenseur du capital.

Sur les recettes fiscales le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella a défendu les intérêts des plus fortunés. Les députés d'extrême droite ont ainsi rejeté la hausse de la CSG sur les revenus du capital, la surtaxe exceptionnelle des grandes entreprises ou la proposition de taxe sur les hauts patrimoines de plus d'un million d'euros. Le RN s'est également opposé à diminuer les exonérations de cotisations sociales patronales (40 milliards d'euros par an). Ce parti est contre le retour d'un impôt sur la très grande fortune et à un ISF climatique⁽⁴⁾. Il rejoint également le projet du gouvernement instaurant trois jours de carence en cas d'arrêt maladie pour les agents de la fonction publique. Les députés RN ont apporté leur soutien à un amendement visant à ôter aux intermittents du spectacle la possibilité de lisser leurs revenus sur plusieurs années pour le calcul de leurs impôts. Le RN diminue ainsi de plus de 4 milliards d'euros les crédits alloués aux acteurs culturels, aux associations à l'enseignement supérieur.

La même politique.

Les gouvernements successifs ont mis en œuvre une politique très généreuse par d'énormes cadeaux au patronat sous forme de subventions, crédits d'impôt, exonérations de cotisations sociales, envolés sous Hollande puis Macron, atteignant plus de 160 milliards d'euros par an, s'ajoutant aux baisses des impôts de production, creusant la dette et le déficit. Le budget 2025 annonce une cure d'austérité pour le peuple. Elle arrive après trois années de forte inflation ayant attaqué les salaires : le « pouvoir d'achat » est la première préoccupation des travailleurs⁽⁵⁾.

Le NPF ne s'attaque pas au capital.

LFI se sert aussi de ses positions parlementaires voulant démontrer au patronat sa capacité à gouverner et son sérieux, alimentant dans les débats sur le budget, l'illusion que le Parlement même dominé par la droite et l'extrême-droite, serait capable de mettre en échec l'exécutif !

le NFP se confronte à une impasse politique soulignant les limites de cette politique de collaboration de classes

Chacun à leur manière, tous se mettent d'accord sur la façon de faire passer les travailleurs et les plus pauvres à la caisse.

Une chose est sûre, les tensions des derniers jours rappellent une fois de plus l'ampleur de la crise politique actuelle et la fragilité des gouvernements qui pourraient se succéder au pouvoir dans les mois qui viennent. Quelle que soit l'issue de la crise, c'est une politique austéritaire et anti-ouvrière qui se poursuivra et les discours politiques sur la réindustrialisation et le protectionnisme ne sont que démagogie.

Une attaque d'ampleur.

Le nombre de faillites d'entreprises, notamment de TPE et PME, a grimpé à 63 000 sur un an en 2024, soit 21% de plus qu'en 2019. Les PSE et les suppressions d'emplois se multiplient, touchant de grandes entreprises comme Michelin ou Auchan, Valéo annonce des milliers de licenciements et des fermetures de sites. Les secteurs de l'habillement, de la construction, de l'automobile, de la chimie, de la sidérurgie... aggraveront cette situation et accéléreront la dynamique des licenciements, ouvrant la voie à une importante remontée du chômage. 200 fermetures d'usines seraient déjà annoncées sans compter les centaines de petits fournisseurs et sous-traitants entraînés dans la chute des plus grosses entreprises. 150 000, voire 200 000 suppressions d'emplois seraient à prévoir... Les Michelin, Auchan, Bosch, Valeo..., sont des groupes richissimes avec d'énormes capitaux. Ils ont les moyens financiers d'assurer les emplois. Michelin a réalisé quatre milliards de profits et a distribué 900 millions à ses actionnaires. Les fortunes des grands actionnaires, les familles Michelin, Mulliez ou Peugeot se comptent en dizaines de milliards. Le chômage et les licenciements sont une autre manière de faire payer la crise capitaliste aux travailleurs. Tout en cherchant à restructurer leurs activités économiques, le patronat utilise ces licenciements et fermetures pour faire pression sur le monde du travail. La tonalité du patronat est devenue ces dernières semaines plus offensives.

Rompre le dialogue social.

Il y a des luttes, des débrayages et des grèves dans les usines menacées de fermeture. Les ouvriers se battent pour leur emploi et leur salaire. Il ne faut pas les laisser seuls mais coordonner les travailleurs des entreprises et usines menacées de fermetures et de plans de licenciement. Leur combat doit être celui de tous les travailleurs !

Il y a urgence à avancer dans la construction d'une riposte par en bas pour affronter le gouvernement et le patronat en apportant une réponse de classe, en construisant un grand mouvement national qui ne laisse aucun secteur sur le côté : pour l'emploi, l'augmentation de tous les salaires, la revalorisation du SMIC, l'augmentation des aides sociales et des pensions rognées par l'inflation, la fonction public... La classe ouvrière doit peser activement sur la situation et forger un « *tous ensemble* ».

Pas d'autre choix, pour se faire entendre il faut une riposte générale face aux attaques dans tous les secteurs, refuser clairement de payer pour leur dette.

Ouvriers, employés, cheminots, travailleurs du public, agriculteurs, retraités, étudiants...devons nous battre pour nos intérêts de classe contre le patronat qui nous exploite, contre son système. Le monde du travail produit tout, il crée les richesses et fait fonctionner toute la société. Il est donc absolument vital de lutter dans la perspective d'une il autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

⁽¹⁾67 % des sympathisants RN souhaitent que le gouvernement soit censuré.

⁽²⁾63% des Français favorables à une démission d'Emmanuel Macron en cas de censure du gouvernement, selon un sondage.

⁽³⁾La cote de popularité d'Emmanuel Macron recule à nouveau en novembre : seuls 23% des Français portent un jugement favorable sur son action.

⁽⁴⁾Un impôt ciblant les 63 milliardaires français dont le patrimoine émet autant de gaz à effet de serre que celui de 50 % de la population française.

⁽⁵⁾Le pouvoir d'achat (47%) et l'avenir du système social (42%) restent les deux principales préoccupations.